Nous ne pourrions jamais exagérer la contribution apportée par les capitaux étrangers au développement économique du Canada. Il est indiscutable que les investissements directs étrangers au Canada nous ont permis d'atteindre un niveau de vie relativement élevé beaucoup plus rapidement que si nous avions utilisé une autre méthode.

Capital étranger

Le fait que l'on compte sur les capitaux étrangers n'est pas nouveau pour les Canadiens. Il est profondément enraciné dans la structure de base de notre économie et, depuis avant la Confédération, il a été un point essentiel dans notre développement. Etendue à toutes les régions géographiques importantes, l'utilisation des ressources naturelles canadiennes a exigé des capitaux considérables, de l'initiative dans les affaires et des connaissances techniques. Mais en raison de la faible population du Canada, l'approvisionnement de ces ressources, essentielles à l'édification de la nation, ne peut plus répondre aux besoins, surtout à une époque de développement rapide. En effet, le besoin de capitaux étrangers nécessaires au maintien du taux rapide de croissance a été une des premières causes du pacte confédératif. Ce besoin d'établir une base plus vaste et plus digne de confiance pour permettre l'emprunt de capitaux à l'étranger a été un important motif qui a poussé les colonies de l'Amérique du Nord britannique à l'union.

On constate l'importance des capitaux étrangers dans l'économie canadienne actuelle par la valeur qu'ils représentent. Les plus récentes évaluations indiquent que les capitaux étrangers comptent pour la somme de 33 milliards de dollars. Leur investissement net, compte tenu de l'actif canadien à l'étranger, dépasse 20 milliards de dollars, soit environ le double de la valeur annuelle de nos exportations.

La moitié de cette somme est investie dans des filiales étrangères au Canada. Les investissements sont surtout concentrés dans le développement de domaines d'importance stratégique de la fabrication et de la production de minéraux. Les filiales étrangères représentent maintenant les trois cinquièmes de nos industries manufacturières et minières et les trois quarts de nos industries pétrolières et de gaz naturel. Plus des trois quarts de ces filiales appartiennent à des résidents des États-Unis.

Nous comprenons donc maintenant pourquoi ce sujet intéresse tellement les Canadiens. On a confié à un comité du Cabinet fédéral la tâche d'effectuer des recherches dans ce domaine. Le ministère du Commerce, qui a entrepris des études de ce genre l'an dernier, a décidé d'apporter sa collaboration. Je profite de la présente occasion pour donner brièvement mes impressions sur quelques-unes des constatations du ministère.

Nous nous sommes d'abord préoccupés de l'attitude des filiales canadiennes de sociétés étrangères, puisque les activités de ces entreprises - tant réelles qu'imaginaires, ont fait l'objet de nombreuses discussions au cours des dernières années. Trois appréhensions fondamentales sur la présence d'entreprises étrangères dans l'économie nationale ont été exprimées. Premièrement, on craint que leur présence créera un changement défavorable au pays, sous forme de remboursements d'intérêts et de dividendes, dans des proportions incontrôlables. Tout en